

Comité préparatoire de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2015

Distr. générale
3 mai 2013
Français
Original : anglais

Deuxième session

Genève, 22 avril-3 mai 2013

Résumé factuel du Président*

1. Les États parties ont réaffirmé leur attachement au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Ils ont redit leur détermination à faire advenir un monde plus sûr pour tous et à parvenir à la paix et à la sécurité dans un monde exempt d'armes nucléaires, conformément aux objectifs du Traité.
2. Les États parties ont souligné qu'il était fondamental que le Traité soit appliqué de manière effective et équilibrée dans ses trois composantes, que ses dispositions soient pleinement respectées et que tous les pays du monde y adhèrent. Ils ont mis l'accent sur les principaux défis qui devaient être relevés au cours de l'examen, à savoir renforcer l'application du Traité et des décisions prises par les États parties, faire respecter les dispositions du Traité et apporter une solution efficace aux problèmes qui se posaient dans ce domaine, et parvenir à une adhésion universelle.
3. À cet égard, les États parties ont souligné la nécessité de mettre en œuvre les Décisions 1 et 2 et la résolution sur le Moyen-Orient adoptée par la Conférence de 1995 des Parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires chargée d'examiner le Traité et la question de sa prorogation, le Document final adopté par la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2000, et les conclusions et recommandations relatives aux mesures de suivi, adoptées à la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2010.
4. Les États parties ont à nouveau invité l'Inde, Israël et le Pakistan à adhérer sans délai et sans condition au Traité, en tant qu'États non dotés d'armes nucléaires, et de faire entrer en vigueur les accords de garanties généralisées, tel que prescrit par le Traité. Ils ont également encouragé le Soudan du Sud à adhérer au Traité.
5. Tout en prenant acte de certains progrès accomplis dans la mise en œuvre des engagements figurant dans les conclusions et les recommandations relatives aux mesures de suivi, adoptées à la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2010, les États parties ont constaté

* La version originale anglaise du présent document n'a pas été revue par les services d'édition.



qu'il fallait redoubler d'efforts dans ce domaine, et ils ont rappelé qu'il était important que les États rendent compte régulièrement des actions qu'ils entreprennent en ce sens.

6. Plusieurs États parties ont préconisé la poursuite des efforts de mise en œuvre et la formulation de recommandations susceptibles d'être examinées et adoptées à la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2015, afin de continuer à œuvrer à la réalisation des objectifs du Traité, notamment à l'avènement d'un monde exempt d'armes nucléaires.

7. Les États parties ont rappelé la volonté sans équivoque exprimée par les États dotés d'armes nucléaires d'éliminer la totalité de leurs arsenaux nucléaires pour parvenir au désarmement nucléaire, ce que tous les États parties se sont engagés à réaliser en vertu de l'article VI. Plusieurs d'entre eux ont souligné que la prorogation indéfinie du Traité à la Conférence de 1995 (des Parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires chargée d'examiner le Traité et la question de sa prorogation) n'impliquait pas la possession d'armes nucléaires pour une période indéfinie. Ils ont rappelé qu'il était nécessaire de mettre pleinement en œuvre des mesures concrètes visant au désarmement nucléaire, tel qu'il ressort des conclusions et recommandations relatives aux mesures de suivi adoptées à la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2010.

8. Les États parties ont réaffirmé leur volonté de poursuivre des politiques entièrement compatibles avec le Traité et l'objectif de parvenir à un monde exempt d'armes nucléaires. Certains ont souligné que l'objectif final poursuivi par les États dans leurs efforts de désarmement était d'aboutir à un désarmement général et complet sous le contrôle efficace de la communauté internationale. D'autres ont fait valoir que l'objectif du désarmement nucléaire devait être atteint dans le cadre d'un désarmement général et complet, tel que stipulé à l'article VI. Les États parties ont rappelé qu'ils s'étaient engagés à s'acquitter de leurs obligations découlant du Traité de manière irréversible, vérifiable et transparente, ce qui, de l'avis de plusieurs États, s'appliquait particulièrement au désarmement nucléaire.

9. Les États parties ont rappelé que les États dotés d'armes nucléaires s'étaient engagés à redoubler d'efforts pour réduire et, à terme, éliminer tous types d'armes nucléaires, déployées ou non, notamment par des mesures unilatérales, bilatérales, multilatérales et régionales. Ils ont encouragé plus particulièrement les États dotés des plus importants arsenaux nucléaires à montrer la voie à suivre à cet égard. Plusieurs États parties ont dit souhaiter que d'importantes réductions soient entreprises durant le cycle d'examen du Traité en cours. Certains États parties ont pris note des discussions et propositions visant à accroître la compréhension mutuelle à propos de la question des forces nucléaires non stratégiques.

10. Les États parties ont rappelé que toutes les mesures importantes prises par les États dotés d'armes nucléaires aux fins du désarmement nucléaire devaient promouvoir la stabilité, la paix et la sécurité internationales sur la base d'une sécurité non diminuée et renforcée pour tous. Il a été souligné que le désarmement nucléaire et la non-prolifération se renforçaient mutuellement. Plusieurs États parties se sont déclarés préoccupés par le fait qu'en continuant à détenir des armes nucléaires, certains États risquaient d'inciter d'autres à en acquérir.

11. Les États dotés d'armes nucléaires ont informé les États parties des résultats issus de la conférence tenue à Genève du 18 au 19 avril 2013, sous la présidence de la Fédération de Russie, qui a fait fond sur les précédentes conférences tenues notamment à Londres en 2009, à Paris en 2011 et à Washington en 2012. En avril 2013, ils ont passé en revue les progrès accomplis dans le respect des engagements pris à la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2010, et ils ont continué de débattre des questions relatives au Traité. À cet égard, ils ont réfléchi, entre autres, au moyen de rendre compte de leurs activités à la session de 2014 du Comité préparatoire, et déterminé l'état d'avancement des travaux d'élaboration d'un glossaire de termes clefs relatifs au domaine nucléaire. Ils s'efforcent d'établir des bases solides propices à l'instauration d'une confiance mutuelle et à la poursuite des efforts de désarmement. Ils ont annoncé qu'ils continueraient d'organiser des rencontres à tous les niveaux pertinents sur les questions nucléaires et qu'ils prolongeraient leur action par la tenue d'une nouvelle conférence en 2014.

12. Les États parties ont réaffirmé leur profonde inquiétude face aux effets catastrophiques que pourrait avoir sur le plan humanitaire toute utilisation d'armes nucléaires. Plusieurs d'entre eux ont évoqué le préjudice inacceptable que causerait une explosion et exprimé, en outre, la crainte que leur inspire les conséquences qui en découleraient à grande échelle et à long terme sur le plan socioéconomique; ils ont dit souhaiter que l'étude des incidences humanitaires soit poursuivie durant l'examen en cours. Plusieurs États parties ont cité la Conférence sur les incidences humanitaires des armes nucléaires tenue à Oslo les 4 et 5 mars 2013. À la suite des débats qui ont eu lieu à cette occasion, ils se sont déclarés profondément préoccupés par le fait qu'en pareille éventualité, ces incidences humanitaires seraient inévitables et que les secours d'urgence ne pourraient pas intervenir dans les zones touchées. Ils ont également exprimé l'espoir de voir se tenir la conférence de suivi qu'est censé accueillir le Mexique, afin de mieux cerner cette question par un dialogue concret.

13. De nombreux États parties ont constaté avec préoccupation que toute utilisation d'armes nucléaires ou menace d'utilisation serait en contradiction avec les règles fondamentales du droit international humanitaire. Certains États dotés d'armes nucléaires ont fait remarquer qu'en vertu de leurs politiques nationales respectives, toute utilisation d'armes nucléaires ne pourrait être envisagée que dans des situations extrêmes, conformément au droit international humanitaire applicable en la matière. Les États parties ont réaffirmé qu'il fallait que tous les États, en toutes circonstances, se conforment au droit international applicable, en particulier le droit international humanitaire.

14. Un grand nombre d'États parties ont cité l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice sur la licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires, rendu à La Haye le 8 juillet 1996.

15. Plusieurs États parties ont souligné la nécessité de négocier un programme échelonné d'élimination complète des armes nucléaires dans le cadre d'un calendrier prévu à cet effet, y compris une convention relative aux armes nucléaires. Certains ont appelé à l'élaboration d'un ensemble d'instruments complémentaires qui s'appuierait sur un système de vérification solide et serait assorti d'objectifs et d'échéances clairement définis, de manière à débarrasser le monde de façon durable

des armes nucléaires. Il a été rappelé que les progrès en matière de désarmement nucléaire relevaient de la responsabilité de tous les États.

16. Les États dotés d'armes nucléaires ont fourni des informations sur les efforts qu'ils mènent pour honorer leurs engagements en matière de désarmement nucléaire et rappelé qu'ils entendaient accélérer les progrès concrets réalisés dans la voie du désarmement nucléaire, de façon à promouvoir la stabilité, la paix et la sécurité internationales sur la base d'une sécurité non diminuée et renforcée. Certains d'entre eux ont précisé qu'ils ne conduisaient plus de nouvelles missions pour leurs forces nucléaires ni ne les dotaient de nouvelles capacités, ce dont les États parties ont pris acte. Plusieurs États parties se sont félicités de la transparence accrue dont faisaient preuve certains États dotés d'armes nucléaires, notamment en divulguant le nombre total d'armes nucléaires en leur possession. Les États parties ont rappelé que la transparence était essentielle à l'instauration de la confiance, une des composantes majeures du processus de désarmement. Les États parties non dotés d'armes nucléaires ont encouragé ceux qui en étaient dotés à accroître la transparence à l'égard de l'ensemble de leur arsenal nucléaire, mesure essentielle au renforcement de la confiance. Les États dotés d'armes nucléaires ont réaffirmé l'utilité de procéder au désarmement nucléaire de façon pragmatique et graduelle et souligné le bien-fondé de cette démarche.

17. Plusieurs États parties ont favorablement accueilli les mesures prises en vue d'appliquer le Traité entre les États-Unis d'Amérique et la Fédération de Russie sur de nouvelles réductions et limitations des armements stratégiques offensifs. La Fédération de Russie et les États-Unis d'Amérique ont fourni des informations dans ce sens. Les deux États ont été encouragés à poursuivre les négociations en vue de réduire davantage leurs arsenaux nucléaires, notamment leurs armes nucléaires non stratégiques.

18. Tout en saluant ces efforts, de nombreux États parties ont exprimé leur préoccupation à l'égard du nombre estimé d'armes nucléaires, déployées ou non, qui s'élève toujours à plusieurs milliers.

19. Le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a rappelé qu'il avait fourni des informations sur la mise en œuvre de ses réductions programmées d'armes nucléaires. La France a souligné qu'elle avait procédé, comme prévu, à plusieurs opérations de réduction et au démantèlement des installations connexes.

20. Plusieurs États parties ont considéré que le multilatéralisme et les solutions multilatérales concertées fondées sur la Charte des Nations Unies constituaient les seuls moyens viables de régler les questions relatives au désarmement et à la sécurité internationale. Les États parties ont rappelé que les États dotés d'armes nucléaires s'étaient engagés à poursuivre leurs efforts visant à réduire et, à terme, à éliminer tous types d'armes nucléaires, déployées ou non, notamment par des mesures prises unilatérales, bilatérales, multilatérales et régionales.

21. Les États parties ont rappelé que, lors de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2010, il leur avait été demandé de faire rapport sur certaines activités de désarmement nucléaire à la session de 2014 du Comité préparatoire. Certains ont souligné l'utilité et l'importance de ces comptes rendus émanant des États dotés d'armes nucléaires, demandé qu'ils soient complets et documentés, et formulé des propositions précises à cet égard; les États dotés d'armes nucléaires ont été encouragés à normaliser la

présentation de ces rapports. À ce propos, de nombreux États ont dit avoir fait des suggestions précises sur leur teneur et leur périodicité. Les États parties se sont félicités de ce que les États dotés d'armes nucléaires progressaient dans la constitution d'un glossaire de termes clefs relatifs au domaine nucléaire.

22. Plusieurs États parties ont souligné qu'ils demeuraient profondément préoccupés par le maintien d'un grand nombre d'armes nucléaires à un seuil élevé d'alerte. Ils ont continué d'appeler à réduire le statut opérationnel des armes nucléaires et ont souligné que des mesures concertées prises en ce sens renforceraient la sécurité humaine et internationale et représenteraient une étape intermédiaire du processus de désarmement nucléaire. Certains États parties ont exprimé leur inquiétude face à la modernisation continue des armes nucléaires, de leurs systèmes de lancement et des infrastructures connexes, ainsi qu'aux programmes d'investissement visant à les améliorer, à les rénover et à prolonger leur durée de vie.

23. Plusieurs États parties se sont dits inquiets du rôle que les armes nucléaires continuaient de jouer dans les doctrines militaires appliquées à l'échelle nationale et régionale, notant que la réduction quantitative des armes nucléaires devait s'accompagner de mesures visant à affaiblir leur rôle dans les concepts, doctrines et politiques du même type. Certains États ont appelé à réduire et à éliminer les armes nucléaires qui se trouvaient toujours hors du territoire des États dotés d'armes nucléaires. D'autres ont affirmé qu'ils avaient réduit la place des armes nucléaires dans leurs doctrines stratégiques.

24. Les États parties se sont déclarés gravement préoccupés par le fait que la Conférence du désarmement demeurait dans l'impasse et continuait, notamment, à ne pas pouvoir s'accorder sur un programme de travail complet et équilibré, et à l'appliquer, en dépit de nouvelles tentatives faites pour parvenir à un consensus. Ils ont pris note des efforts déployés et des débats tenus au sein de l'Assemblée générale des Nations Unies à propos de la revitalisation du dispositif de désarmement multilatéral.

25. Les États ont continué d'engager la Conférence du désarmement à entamer sans délai les négociations en vue d'établir un traité non discriminatoire, multilatéral et internationalement et effectivement vérifiable interdisant la production de matières fissiles pour des armes nucléaires ou d'autres dispositifs explosifs nucléaires, conformément au rapport du Coordonnateur spécial (CD/1299) de 1995 et au mandat qu'il contient. Certains États ont souligné que la négociation d'un tel traité représentait logiquement l'étape suivante à inscrire dans le programme de négociation relatif au dispositif multilatéral de désarmement. En attendant l'entrée en vigueur de ce traité, certains ont demandé aux États dotés d'armes nucléaires et à tous les autres États intéressés de maintenir ou d'appliquer le moratoire sur la production de matières fissiles aux fins de la fabrication d'armes nucléaires ou d'autres dispositifs explosifs nucléaires. Les États parties ont estimé que le groupe d'experts gouvernementaux, dont la résolution 67/53 de l'Assemblée générale prévoit la création, pourrait contribuer à l'élaboration d'un tel traité.

26. Les États parties ont rappelé que la Conférence du désarmement devait créer sans délai un organe subsidiaire chargé de traiter du désarmement nucléaire; un grand nombre d'entre eux ont demandé qu'il soit établi à la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2015, et que la Conférence adopte un programme d'action visant à l'élimination des armes

nucléaires selon un calendrier précis. Un certain nombre d'États ont engagé le groupe de travail à composition non limitée créé par la résolution 67/56 de l'Assemblée générale à formuler des propositions de nature à faire avancer les négociations multilatérales sur le désarmement nucléaire aux fins de l'avènement définitif d'un monde exempt d'armes nucléaires. D'autres États parties ont réaffirmé l'utilité de mener le processus de désarmement nucléaire étape par étape. De nombreux États ont accueilli avec satisfaction la décision de l'Assemblée générale des Nations Unies de convoquer une réunion de haut niveau sur le désarmement nucléaire le 26 septembre 2013. Ils ont exprimé l'espoir que cette réunion contribuera à réaliser cet objectif.

27. De nombreux États parties se sont félicités des progrès réalisés par la Fédération de Russie et les États-Unis d'Amérique dans la mise en œuvre de l'accord relatif à la gestion et à la liquidation du plutonium (Plutonium Management and Disposition Agreement) et ses protocoles, dont les pourparlers avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) au sujet de l'application des accords de vérification.

28. Certains États parties ont réitéré l'appel lancé en faveur de la création d'accords de vérification multilatéraux efficaces et crédibles au plus tôt, sous l'égide de l'AIEA, afin de garantir l'élimination irréversible des matières fissiles dont chaque État doté d'armes nucléaires déclarera n'avoir plus besoin à des fins militaires, et ont demandé aux États concernés d'entamer ou d'accélérer la mise en place de tels accords.

29. Les États parties ont réaffirmé l'idée selon laquelle l'élimination totale des armes nucléaires était la seule garantie absolue contre leur utilisation ou la menace de leur utilisation. Ils ont rappelé que les États non dotés d'armes nucléaires avaient un intérêt légitime à recevoir des assurances de sécurité très claires et juridiquement contraignantes de la part des États dotés d'armes nucléaires, en vertu desquelles ceux-ci s'engageaient à ne pas utiliser ou menacer d'utiliser des armes nucléaires contre eux. De nombreux États parties ont souligné, à cet égard, le caractère inconditionnel que devaient revêtir ces assurances. Les États ont rappelé que la Conférence du désarmement devait immédiatement commencer à débattre de l'établissement des accords internationaux qui constitueraient pour les États non dotés d'armes nucléaires une garantie efficace contre l'utilisation ou la menace d'utilisation d'armes nucléaires, avec l'objectif de formuler des recommandations traitant de tous les aspects de la question, sans exclure la création d'un instrument international juridiquement contraignant. Plusieurs d'entre eux ont insisté sur la nécessité d'aboutir à la création d'un tel instrument, dont le caractère universel et inconditionnel mettrait les États non dotés d'armes nucléaires à l'abri de l'utilisation ou de la menace d'utilisation d'armes nucléaires par les États qui en sont dotés; il a été demandé de créer un organe subsidiaire chargé de cette question lors de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2015.

30. Avant que de telles mesures soient prises, les États dotés d'armes nucléaires ont été conviés à respecter pleinement les engagements pris et à les étendre aux garanties de sécurité. La Chine a réaffirmé sa politique de non-usage en premier des armes nucléaires et son engagement inconditionnel à ne pas utiliser ou menacer d'utiliser de telles armes contre des États non dotés d'armes nucléaires ou dans des zones exemptes d'armes nucléaires.

31. Les États parties ont mis l'accent sur l'urgence qu'il y avait à faire entrer en vigueur le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, en tant qu'élément central du désarmement nucléaire international et du régime de non-prolifération. Ils se sont félicités des récentes ratifications du Traité par le Brunéi Darussalam et par le Tchad.

32. Tous les États qui n'avaient pas encore signé et ratifié le Traité d'interdiction complète des armes nucléaires ont été exhortés à le faire sans délai, en particulier les huit États restants dont les ratifications sont nécessaires à son entrée en vigueur. Les États parties ont rappelé que les décisions positives prises en rapport avec le Traité par les États dotés d'armes nucléaires influeraient favorablement sur sa ratification. Ceux-ci ont été engagés à ne pas attendre que d'autres États le ratifient d'abord. Les États parties ont réaffirmé qu'il incombait particulièrement à ces États d'encourager les pays figurant à l'annexe 2 du Traité de le signer et de le ratifier, et les ont exhortés à prendre des initiatives en ce sens. Les États parties ont constaté l'utilité des conférences destinées à faciliter l'entrée en vigueur du Traité, telles que préconisées par l'article XIV du Traité, pour rendre celui-ci universel, et ils ont encouragé le recours à ce moyen et à d'autres mécanismes de promotion du Traité, notamment les activités de communication et les initiatives de renforcement des capacités. Tous les États, en particulier ceux qui avaient ratifié le Traité récemment, ont été vivement incités à entrer en relation avec les États ne l'ayant pas encore ratifié, à partager leur expérience à cet égard et à encourager d'autres pays à la ratification.

33. Dans l'attente de l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des armes nucléaires, tous les États ont été exhortés à maintenir ou à appliquer le moratoire sur les explosions expérimentales d'armes nucléaires et autres explosions nucléaires.

34. Plusieurs États parties ont appelé à la fermeture immédiate et au démantèlement de tous les sites restants utilisés pour les explosions nucléaires expérimentales et des infrastructures connexes, et à l'interdiction de la recherche-développement concernant les armes nucléaires, et ont demandé à tous les États de renoncer à utiliser d'autres moyens d'expérimentation nucléaire et à recourir à de nouvelles technologies en vue d'améliorer leurs systèmes d'armes nucléaires. De nombreux États se sont inquiétés de la création de nouveaux types d'armes nucléaires, susceptibles de conduire à la reprise des essais nucléaires et d'aller à l'encontre de l'objet et du but du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.

35. Les États parties ont mis l'accent sur la nécessité d'appuyer les travaux importants menés dans le cadre de la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires afin d'établir le système de vérification du Traité, et encouragé l'accroissement des capacités techniques connexes à l'échelle nationale. Certains États ont appuyé l'utilisation des données issues du système de surveillance international à des fins civiles, particulièrement en cas de catastrophes naturelles et dans d'autres situations d'urgence.

36. Les États parties ont décrit diverses initiatives qu'ils avaient prises dans les domaines du désarmement et de l'éducation en matière de non-prolifération. Ils ont également souligné la nécessité de sensibiliser le public, en particulier les générations futures, aux sujets se rapportant au désarmement nucléaire et à la non-prolifération, afin d'œuvrer à l'avènement d'un monde exempt d'armes nucléaires.

Ils ont réaffirmé qu'il importait de faire un travail de sensibilisation dans ces deux domaines, notamment en ne relâchant pas les efforts visant les jeunes, en utilisant l'informatique et les communications et en s'assurant la collaboration des gouvernements, des organisations internationales et non gouvernementales, des établissements universitaires et du secteur privé, notamment de l'industrie.

37. Les États parties ont reconnu que la société civile jouait un rôle utile dans la réalisation des objectifs du Traité et dans la promotion du principe de responsabilité. Ils ont noté avec satisfaction la multiplication des échanges auxquels avait donné lieu la session spécifique tenue par le Comité. La communication d'informations et de rapports de suivi par la société civile et les organisations scientifiques a été appréciée. Certains États ont manifesté un intérêt à approfondir les relations avec les organisations non gouvernementales dans le cadre de l'examen du Traité et de la poursuite des objectifs de désarmement nucléaire et de non-prolifération.

38. Les États parties ont mis l'accent sur le système de garanties de l'AIEA, une composante essentielle du régime de non-prolifération nucléaire qui jouait un rôle indispensable dans l'application du Traité et contribuait à créer un environnement propice à la coopération nucléaire.

39. Les États parties ont réaffirmé que l'Agence internationale de l'énergie atomique était l'autorité compétente, chargée de vérifier et de faire en sorte, conformément à son statut et à son système de garanties, que les États parties respectent les accords de garanties conclus dans le cadre des obligations qu'ils assurent aux termes du paragraphe 1 de l'article III du Traité en vue d'empêcher que l'énergie nucléaire soit détournée de ses utilisations pacifiques vers des armes nucléaires ou d'autres dispositifs explosifs nucléaires. Des États ont souligné le rôle officiel que jouaient le Conseil des Gouverneurs de l'AIEA et son directeur général dans la pleine application des accords de garanties.

40. De nombreux États parties ont considéré que les garanties devaient être appliquées d'une manière qui soit conforme aux dispositions de l'article IV du Traité et qu'elles ne devaient pas constituer un frein au développement économique et technologique des parties ou à la coopération internationale en matière d'activités nucléaires pacifiques.

41. Les États parties ont rappelé qu'il importait d'appliquer les garanties généralisées de l'AIEA à toutes matières brutes ou tous produits fissiles spéciaux dans toutes les activités nucléaires pacifiques, conformément aux dispositions de l'article III du Traité. Ils se sont félicités de ce que depuis la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2010, sept États supplémentaires aient fait entrer en vigueur les accords de garanties généralisées qu'ils avaient conclus avec l'AIEA, et ils ont exhorté les 13 États parties qui ne l'avaient pas encore fait à s'acquitter de cette tâche dans les meilleurs délais. Ils ont également encouragé le Soudan du Sud à adhérer au Traité dès que possible et à conclure un accord de garanties généralisées avec l'AIEA.

42. Les États parties ont pris acte du fait que la version révisée du protocole relatif aux petites quantités de matières avait été acceptée par 55 États, et encouragé tous les États dotés d'un tel protocole à le modifier ou à le résilier, le cas échéant.

43. Les États parties ont salué le fait que 119 des leurs avaient fait entrer en vigueur le protocole additionnel à l'accord de garanties généralisées, dont 18 depuis la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des

armes nucléaires en 2010. Ils ont encouragé tous les États qui ne l'avaient pas encore fait à conclure et à faire entrer en vigueur les protocoles additionnels sans délai et, en attendant de leur donner effet, de les appliquer selon des modalités provisoires.

44. De nombreux États parties ont noté que les accords de garanties généralisées ne suffisaient pas pour permettre à l'AIEA de fournir des assurances crédibles concernant l'absence de matières ou d'activités nucléaires non déclarées. Ils ont fait observer que l'application du protocole additionnel par un État ouvrait un meilleur accès à l'AIEA et lui fournissait plus d'informations, renforçait la capacité de l'Agence de fournir des assurances concernant l'absence de matières et d'activités nucléaires non déclarées dans cet État, et augmentait la confiance placée en matière de respect des obligations qui lui incombait au titre du Traité. Certains de ces États parties ont estimé qu'un accord de garanties généralisées assorti d'un protocole additionnel représentait la norme actuelle en matière de vérification.

45. Les États ont été nombreux à noter qu'il relevait de la souveraineté de chacun d'entre eux de décider de conclure un protocole additionnel mais qu'une fois celui-ci en vigueur, il était juridiquement contraignant. Plusieurs États ont insisté sur la nécessité d'établir une distinction entre obligations juridiques et mesures volontaires visant à instaurer la confiance, et de faire en sorte que les engagements pris volontairement ne soient pas considérés comme des obligations juridiques au même titre que les garanties. Ils ont souligné que les mesures supplémentaires prises en rapport avec les garanties ne devaient pas empiéter sur les droits des États parties au Traité non dotés d'armes nucléaires.

46. Afin de susciter plus d'adhésion au protocole additionnel, des États parties ont mis en avant la nécessité de fournir une orientation et une aide qui permettraient d'élaborer des processus nationaux et d'édifier l'infrastructure juridique et institutionnelle requise sur le plan intérieur. Certains États ont offert leur assistance à cette fin.

47. Les États ont été nombreux à souligner que l'adhésion au Traité et aux garanties généralisées devait être une condition de toute coopération dans le domaine nucléaire avec des États qui ne sont parties au Traité.

48. Quelques États ont relevé l'importance des accords de soumission volontaire et des protocoles additionnels s'y rapportant, appliqués par les États dotés d'armes nucléaires. Ils ont noté que de tels accords permettaient à l'AIEA d'acquérir une expérience utile en termes d'application des garanties. Plusieurs États ont proposé que les États dotés d'armes nucléaires s'engagent résolument à accepter les garanties généralisées.

49. Les États parties ont rappelé que les garanties de l'AIEA devaient être régulièrement évaluées. Il fallait soutenir et appliquer toute décision adoptée par les organes responsables de l'AIEA, qui visait à renforcer davantage l'efficacité des garanties et à améliorer leur efficience.

50. Les États parties ont salué les contributions supplémentaires apportées par les États dans les domaines technique et financier afin d'aider l'AIEA à s'acquitter de ses responsabilités en termes de garanties et de renforcer les moyens techniques connexes, notamment la construction d'un nouveau laboratoire d'analyse pour les garanties.

51. Nombre d'États parties ont salué les travaux entrepris par l'AIEA dans le domaine de l'étude théorique et de l'établissement des manières de concevoir l'application des garanties à l'échelle des États, ainsi que sa mise en œuvre des conceptions intégrées d'application des garanties élaborées par les États.

52. De nombreux États parties ont souligné l'intérêt de préserver et de respecter pleinement le principe de confidentialité en ce qui concernait les informations fournies au titre des garanties, ainsi que la responsabilité de l'AIEA à cet égard. Étant donné l'inquiétude suscitée par des cas de fuite d'informations de ce type, ils ont mis l'accent sur la nécessité de respecter entièrement leur caractère confidentiel et de renforcer les mesures visant à les protéger afin d'empêcher que de tels incidents se reproduisent.

53. Les États parties ont réaffirmé qu'il importait de respecter les obligations liées à la non-prolifération et de traiter les problèmes qui se posaient à cet égard de façon à maintenir l'intégrité du Traité et la primauté des systèmes de garanties. Plusieurs États ont fait part de leur inquiétude au sujet des cas de non-respect des obligations découlant des garanties, dont certains avaient donné lieu à des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU et du Conseil des Gouverneurs de l'AIEA, et ils ont engagé tout État qui ne respectait pas les règles à coopérer pleinement avec l'Agence et à s'acquitter sans délai de ses obligations.

54. Plusieurs États ont noté que les rapports établis par l'AIEA sur l'application des garanties devaient demeurer factuels et techniquement fondés et se référer de façon appropriée aux dispositions correspondantes des accords de garanties. Il a été souligné que conformément à l'article XII.C du Statut de l'AIEA et du document publié sous la cote INFCIRC/153 (Corrigé), les inspecteurs rendent compte de toute violation au Directeur général qui transmet leur rapport au Conseil des Gouverneurs, lequel enjoint à l'État concerné de mettre fin immédiatement à toute violation dont l'existence est constatée, porte cette violation à la connaissance de tous les membres et en saisit le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale des Nations Unies.

55. De nombreux États parties ont insisté sur l'importance que l'AIEA, et son directeur général, ait accès au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale en application de l'article XII.C de son statut et au paragraphe 19 du document INFCIRC/153 (corrigé), et sur le rôle que le Conseil et l'Assemblée jouent, conformément à la Charte des Nations Unies, pour faire respecter les accords de garanties et les obligations liées aux garanties en prenant les mesures voulues face aux violations que l'Agence porte à leur connaissance.

56. Un certain nombre d'États parties ont précisé que les problèmes de respect des obligations que le Traité met à la charge des États parties devraient être réglés par la voie diplomatique, en accord avec les dispositions du Traité et de la Charte des Nations Unies.

57. Les États parties ont souligné la nécessité de faire en sorte que leurs exportations dans le domaine nucléaire ne contribuent pas directement ou indirectement à la mise au point d'armes ou autres dispositifs explosifs nucléaires et à ce que ces exportations soient parfaitement conformes aux buts et à l'objet du Traité, tels qu'ils sont énoncés, entre autres, aux articles I, II et III, et à la décision relative aux principes et objectifs de la non-prolifération et du désarmement nucléaires adoptée par la Conférence d'examen et de prorogation de 1995. Un certain nombre d'entre eux ont estimé que le contrôle des exportations était un

moyen légitime, nécessaire et souhaitable de faire appliquer les obligations qui incombent aux États parties au titre de l'article III du Traité. Tous les États parties ont de nouveau été encouragés à se servir des directives et des mémorandums d'entente négociés et adoptés de façon multilatérale pour mettre en place leurs propres contrôles des exportations.

58. De nombreux États parties ont dit être profondément préoccupés par les limitations et restrictions imposées aux exportations vers les pays en développement de matières, équipements et technologies destinés à des utilisations pacifiques, ce qu'ils considèrent être contraire aux dispositions du Traité. Ils ont demandé la levée immédiate de toute restriction ou limitation imposée aux utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire incompatible avec les dispositions du Traité. De nombreux États parties ont estimé qu'il était essentiel de procéder à des contrôles des exportations efficaces pour faciliter la coopération la plus poussée possible en matière d'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire, dans le respect du Traité.

59. De nombreux États parties ont indiqué que tout nouvel accord d'approvisionnement prévoyant le transfert vers des États non dotés d'armes nucléaires de matières brutes et de produits fissiles spéciaux, ou d'équipements ou de matières spécialement conçus ou préparés pour le traitement, l'utilisation ou la production de produits fissiles spéciaux devrait imposer comme condition préalable l'acceptation des garanties généralisées et des obligations internationales juridiquement contraignantes de ne pas acquérir d'armes nucléaires ou d'autres dispositifs explosifs nucléaires. Un certain nombre d'États parties ont fait savoir que ces nouveaux accords devraient aussi exiger l'acceptation d'un protocole additionnel fondé sur le document INFCIRC/540 (corrigé).

60. Les États parties ont souligné l'importance d'une protection physique efficace de toutes les matières nucléaires et la nécessité de renforcer la coopération internationale à cet égard. Ils ont déclaré que la responsabilité première de la sécurité nucléaire incombait à chaque État. Ils ont rappelé que lors du développement de l'énergie nucléaire, y compris l'électronucléaire, l'utilisation de cette énergie devait être encadrée par des niveaux de sécurité appropriés et efficaces, en accord avec la législation et les obligations internationales des États.

61. Certains États parties ont estimé que l'AIEA avait un rôle essentiel à jouer dans l'action menée pour améliorer le cadre mondial de sécurité nucléaire et pour en promouvoir la mise en œuvre. Ils ont souligné la nécessité de renforcer la coordination et la complémentarité des activités de sécurité nucléaire. Les États parties ont accueilli favorablement la proposition faite par l'AIEA d'organiser la « Conférence internationale sur la sécurité nucléaire : intensification des efforts mondiaux » à Vienne en juillet 2013. Les États parties ont de nouveau encouragé les États à maintenir le plus haut degré possible de sécurité et de protection physique des matières et installations nucléaires. Ils ont été encouragés à appliquer, selon qu'il conviendra et le plus tôt possible, les recommandations sur la protection physique des matières et installations nucléaires contenues dans le document INFCIRC/225/Rev.5 de l'Agence et dans d'autres instruments internationaux pertinents. Ils ont été encouragés à faire le plus possible appel aux services consultatifs de l'Agence dans le domaine de la sécurité nucléaire.

62. Les États parties se sont félicités des récentes adhésions à l'amendement de la Convention sur la protection physique des matières nucléaires et ont encouragé tous les États qui ne l'avaient pas encore fait à le ratifier au plus tôt. Certains États

parties ont accueilli avec satisfaction la création du Comité des orientations sur la sûreté nucléaire de l'AIEA et la poursuite de la collection Sécurité nucléaire.

63. Un certain nombre d'États parties se sont dits profondément préoccupés par la question du trafic illicite de matières nucléaires et de substances radioactives. Les États parties ont rappelé qu'ils devaient améliorer leurs capacités à détecter, empêcher et interrompre le trafic illicite de matières nucléaires sur leur territoire, en application des obligations internationales qui leur incombent, et exhorté les États parties qui le peuvent à renforcer à cet égard leurs activités de partenariat et de renforcement des capacités à l'échelle internationale. Le travail accompli par l'AIEA pour aider les États parties dans leur lutte contre ce trafic, y compris ce qu'elle fait pour intensifier l'échange d'informations et tenir à jour sa base de données sur le trafic illicite, a été évoqué. Les États parties ont aussi rappelé qu'ils devaient instaurer et effectuer des contrôles internes efficaces pour empêcher la prolifération d'armes nucléaires, en accord avec les obligations juridiques internationales pertinentes qui leur incombent. Il a été proposé que les États parties partagent, dans le respect de leurs lois et procédures nationales, des informations et des données d'expertise au sein des mécanismes bilatéraux et multilatéraux. Un certain nombre d'États parties ont mis l'accent sur l'importance de développer les capacités d'analyse nucléo-légale comme moyen de déterminer l'origine des matières nucléaires détectées, ou d'autres matières radioactives, et de recueillir des éléments de preuve pour poursuivre les auteurs d'actes de trafic illicite ou d'utilisation malveillante.

64. De nombreux États parties se sont dits préoccupés par la menace du terrorisme et le risque que des acteurs non étatiques acquièrent des armes nucléaires et leurs vecteurs. Ils ont salué la contribution du Partenariat mondial contre la prolifération des armes de destruction massive et des matières connexes et de l'Initiative mondiale de lutte contre le terrorisme nucléaire au renforcement de la protection physique des installations nucléaires et des matières fissiles dans le monde. La nécessité d'appliquer intégralement la résolution 1540 (2004) du Conseil de sécurité a été soulignée. Les États parties ont invité tous ceux qui ne l'avaient pas encore fait à adhérer à la Convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire.

65. Les États parties ont pris acte du communiqué adopté au Sommet de Séoul sur la sécurité nucléaire, tenu en 2012 et noté les efforts constants qui sont déployés pour l'appliquer. Un certain nombre d'États parties attendaient avec intérêt le Sommet sur la sécurité nucléaire prévu à La Haye en 2014 pour renforcer davantage la sécurité nucléaire.

66. Les États parties ont rappelé qu'ils étaient favorables à l'établissement de zones exemptes d'armes nucléaires internationalement reconnues fondées sur des accords conclus librement entre les États de la région concernée et dans le respect des Directives de 1999 de la Commission du désarmement de l'ONU. Les contributions du Traité sur l'Antarctique, du Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes (Traité de Tlatelolco), du Traité sur la zone dénucléarisée du Pacifique Sud (Traité de Rarotonga), du Traité relatif à la zone exempte d'armes nucléaires en Asie du Sud-Est (Traité de Bangkok), du Traité sur la zone exempte d'armes nucléaires en Afrique (Traité de Pelindaba) et du Traité portant création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale à la réalisation des objectifs de désarmement nucléaire et de non-prolifération nucléaire

ont été saluées. Les États parties se sont félicités des efforts déployés pour consolider le statut d'État exempt d'armes nucléaires de la Mongolie et ont salué les déclarations parallèles adoptées le 17 septembre 2012 par les États dotés d'armes nucléaires et la Mongolie, au sujet du statut d'État exempt d'armes nucléaires de la Mongolie. Ils se sont félicités du renforcement de la coopération entre les parties qui sont membres de la zone et noté avec satisfaction l'état d'avancement des préparatifs de la troisième Conférence des États signataires et parties aux traités portant création de zones exemptes d'armes nucléaires, des États signataires et de la Mongolie, qui se tiendra en 2015.

67. Les États parties se sont félicités des progrès accomplis en vue de la consolidation des zones exemptes d'armes nucléaires existantes, en particulier la création de la Commission africaine de l'énergie atomique et des efforts constants déployés par les parties au Traité relatif à la zone exempte d'armes nucléaires en Asie du Sud-Est et les États dotés d'armes nucléaires concernant le protocole relatif à ce traité. Les États parties ont exhorté les États dotés d'armes nucléaires à signer et ratifier au plus tôt le protocole en question. Ils ont appelé de leurs vœux la poursuite des consultations entre les États dotés d'armes nucléaires et les parties au Traité portant création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale concernant le protocole relatif à ce traité. De nombreux États parties se sont inquiétés de voir que les réserves et déclarations interprétatives émises concernant les protocoles aux traités portant création de zones exemptes d'armes nucléaires n'avaient pas encore été retirées. De nombreux États parties ont estimé que la création de telles zones ne dispensait pas les États dotés d'armes nucléaires de respecter les obligations juridiques et les engagements formels qu'ils avaient pris concernant l'élimination totale de leurs arsenaux nucléaires.

68. Les États parties ont souligné l'importance de la résolution sur le Moyen-Orient adoptée à la Conférence d'examen et de prorogation de 1995 et rappelé que les objectifs et buts qui y sont énoncés ont été réaffirmés par la Conférence d'examen de 2000 et dans les conclusions et recommandations concernant les mesures de suivi adoptées à la Conférence d'examen de 2010. Ils ont rappelé que la résolution restait valable jusqu'à ce que ses buts et objectifs aient été réalisés et que le texte, qui avait été coparrainé par les États dépositaires du Traité, était un élément essentiel des résultats de la Conférence de 1995 et l'un des motifs essentiels de la prorogation du Traité pour une durée indéfinie, qui avait été décidée sans mise aux voix en 1995. Les États parties ont réaffirmé leur volonté de prendre, de façon individuelle et collective, toutes les mesures nécessaires pour que cette résolution soit mise en œuvre dans les plus brefs délais.

69. Les États parties ont rappelé l'importance d'un processus aboutissant à la mise en œuvre intégrale de la résolution de 1995 sur le Moyen-Orient et des mesures pratiques pour y parvenir approuvées à la Conférence d'examen de 2010. Dans ce contexte, les États parties ont souligné l'importance pour le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et les États ayant coparrainé la résolution de 1995, en consultation avec les États de la région, d'organiser, en 2012, une conférence à laquelle assisteraient tous les États du Moyen-Orient, et qui porterait sur la création, au Moyen-Orient, d'une zone exempte d'armes nucléaires et de tous autres types d'armes de destruction massive, sur la base d'arrangements librement conclus par les États de la région, et avec le plein appui et la participation active des États dotés d'armes nucléaires.

70. Les États parties ont pris note du rapport du facilitateur, M. Jaakko Laajava (Finlande) figurant dans le document NPT/CONF.2015/PC.II/10 et salué les efforts inlassables qu'il a déployés, y compris les vastes consultations qu'il a menées avec les États de la région et d'autres parties prenantes, dans le but d'appuyer l'application de la résolution de 1995 et de préparer la tenue de la Conférence de 2012. Un certain nombre d'États parties ont manifesté leur soutien en faveur des initiatives qu'il a lancées au titre des consultations préparatoires multilatérales avec les États de la région.

71. Le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a prononcé une déclaration commune en son nom propre, ainsi qu'au nom de la Fédération de Russie et des États-Unis d'Amérique, dans laquelle les trois pays ont appuyé pleinement les efforts faits par le facilitateur pour établir un consensus entre les États de la région sur les mesures suivantes à adopter. Ils ont entièrement approuvé les moyens mis en œuvre par le facilitateur pour préparer la Conférence et salué son action inlassable ainsi que la créativité dont il a fait preuve. Ils ont encouragé l'intensification de ces efforts afin de d'amener les États de la région à œuvrer de concert à la réalisation de l'objectif d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient par le biais d'un dialogue constructif.

72. Les États parties se sont dits déçus et navrés par le report de la Conférence de 2012. Un certain nombre d'entre eux ont pris acte de la note d'information distribuée par la Ligue des États arabes concernant l'organisation, l'ordre du jour, le texte final, les méthodes de travail et autres questions relatives à la Conférence. Les États parties se sont félicités des relations constructives que les États arabes ont nouées avec le facilitateur. Ils ont également rejeté les arguments avancés en faveur du report de la Conférence, qu'un certain nombre d'États considèrent comme une violation des engagements pris dans le document final adopté lors de la Conférence d'examen du TNP en 2010. Ces États ont exprimé leur inquiétude au sujet des répercussions négatives que la situation incertaine de la Conférence pourrait avoir sur le Traité.

73. Les États parties se sont de nouveau déclarés favorables à la convocation de la Conférence conformément au mandat établi en 2010. Nombre d'entre eux sont pour qu'elle se tienne dans les meilleurs délais et avant la fin de 2013 au plus tard. Il a également été dit qu'une conférence réussie à laquelle participeraient tous les États de la région nécessiterait une participation directe des États de la région, notamment un accord par voie de consensus sur son ordre du jour et la date de sa tenue, et qu'une Conférence pourrait être convoquée immédiatement après la conclusion de cet accord. Les États parties sont certes convenus que les délais de convocation de la Conférence n'avaient pas été tenus, mais que l'occasion n'avait pas été manquée.

74. Les États parties ont rappelé qu'ils devaient tous respecter scrupuleusement les obligations et engagements qu'ils avaient pris dans le cadre du Traité et que tous les États de la région devaient faire le nécessaire et prendre des mesures de confiance pour contribuer à la réalisation des objectifs de la résolution de 1995. Ils ont précisé que tous les États devaient s'abstenir de faire quoi que ce soit qui puisse faire obstacle à la réalisation de cet objectif.

75. Les États parties ont précisé qu'il était important qu'Israël adhère au Traité et que toutes ses installations nucléaires soient placées sous le régime des garanties généralisées de l'AIEA. Ils ont mis en exergue l'urgence et l'importance de parvenir à une adhésion universelle au Traité et la nécessité pour tous les États du Moyen-

Orient qui ne l'avaient pas encore fait d'adhérer au Traité en tant qu'État non doté d'armes nucléaires afin de réaliser cet objectif au plus tôt.

76. Les États parties ont rappelé qu'il était nécessaire que l'Inde et le Pakistan adhèrent rapidement et inconditionnellement au Traité en tant qu'États non dotés d'armes nucléaires et mettent en vigueur des accords de garanties généralisées en conformité avec les dispositions du Traité. Certains États parties leur ont demandé de réduire leurs programmes de mise au point d'armes nucléaires et de missiles et, dans l'attente de leur adhésion au Traité, de prendre et de promouvoir des mesures concrètes en faveur du désarmement et de la non-prolifération nucléaires.

77. Les États parties ont condamné l'essai nucléaire effectué par la République populaire démocratique de Corée le 12 février 2013 et exprimé de vives préoccupations au sujet du tir auquel elle a procédé le 12 décembre 2012. Le programme nucléaire, en particulier le programme d'enrichissement de l'uranium, qu'elle mène en contradiction avec les dispositions du Traité, a suscité de profondes inquiétudes. Les États parties ont demandé à la République populaire démocratique de Corée de s'abstenir de relancer le fonctionnement de toutes les installations nucléaires à Yongbyon. Ils ont précisé qu'en tout état de cause, la République ne pourrait bénéficier du statut d'état doté d'armes nucléaires au sens du Traité. Les États parties ont demandé instamment à la République populaire démocratique de Corée de respecter les engagements qu'elle avait pris durant les pourparlers à six pays, y compris l'abandon complet, vérifiable et irréversible de toutes ses armes nucléaires et de tous ses programmes nucléaires en cours, en accord avec la Déclaration commune de septembre 2005, et de revenir sans délai au Traité et à l'accord de garanties qu'il a conclu dans le cadre du TNP avec l'AIEA. Ils ont engagé la République à respecter les obligations qui découlent des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité de l'ONU. Ils l'ont également exhortée à s'abstenir de tout autre acte, explosions nucléaires expérimentales y compris, qui menacerait la sécurité de la région et au-delà. Les États parties se sont engagés à poursuivre leurs efforts, notamment dans le cadre des pourparlers à six pays, pour trouver des solutions diplomatiques pacifiques, de manière à parvenir à la dénucléarisation de la péninsule coréenne et à assurer le maintien de la paix et de la sécurité dans ladite péninsule et en Asie du Nord-Est.

78. Les États parties se sont félicités des discussions tenues entre la République islamique d'Iran et le groupe des E3+3 à Almaty (Kazakhstan), et ont noté que des progrès devaient être réalisés. De nombreux États parties ont réaffirmé la nécessité urgente de prendre des mesures concrètes, sur la base d'une démarche graduelle et du principe de réciprocité, pour parvenir à un règlement durable négocié qui répondrait concrètement aux préoccupations spécifiques exprimées par de nombreux États parties et rassurerait la communauté internationale quant à la nature exclusivement pacifique du programme nucléaire iranien, tout en respectant pleinement le droit de ce pays à faire une utilisation pacifique de l'énergie nucléaire en conformité avec les articles I, II et III du Traité. Les États parties ont reconnu et appuyé le rôle essentiel que l'AIEA jouait en la matière et ont appelé à l'intensification du dialogue et de la coopération entre l'Iran et l'AIEA afin de résoudre tous les problèmes en suspens liés au programme nucléaire de ce pays. Il a été souligné que les résolutions pertinentes adoptées par le Conseil de sécurité de l'ONU et le Conseil des Gouverneurs de l'AIEA devaient être pleinement appliquées. La République islamique d'Iran a réaffirmé que son programme

nucléaire servait uniquement des fins pacifiques et qu'il était conforme au Traité, soulignant ainsi le droit inaliénable que lui reconnaît son article IV.

79. De nombreux États parties ont fait savoir qu'ils comptaient sur la résolution de questions spécifiques relatives aux activités nucléaires de la République arabe syrienne et attendaient de celle-ci qu'elle coopère pleinement avec l'AIEA. La République a été invitée à remédier à son non-respect de l'accord de garanties généralisées. Elle a déclaré qu'elle était déterminée à respecter l'accord de garanties généralisées qu'elle avait conclu et qu'un plan de travail allait être mis en œuvre avec l'Agence.

80. Les États parties ont précisé que rien dans le Traité ne devait être interprété de manière à enfreindre le droit inaliénable de toutes les parties à mener des activités de recherche, de production et d'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, sans discrimination et en conformité avec les articles I, II et III du Traité. Ce droit constitue l'un des objectifs fondamentaux du Traité. Les États parties ont précisé que ce droit devait s'exercer en conformité avec les obligations découlant du Traité. Ils ont déclaré que les choix effectués et les décisions prises par chaque pays dans le domaine de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire devaient être respectés, sans remettre en cause ses politiques ou ses accords de coopération internationaux conclus aux fins d'une utilisation pacifique de l'énergie nucléaire et ses politiques relatives au cycle du combustible nucléaire.

81. Les États parties ont réaffirmé leur volonté de favoriser le plus possible les échanges d'équipement, de matériel et d'informations scientifiques et technologiques, et leur droit de participer à ces échanges, pour promouvoir une utilisation pacifique de l'énergie nucléaire conforme aux dispositions du Traité. Les États parties ont souligné qu'ils devaient faciliter les transferts de technologie nucléaire et la coopération internationale à leur niveau, en conformité avec le Traité, et éliminer à cet égard toute contrainte excessive contraire au Traité. Nombre d'entre eux ont souligné que les mesures de transfert de technologie nucléaire et de coopération internationale devaient être soutenues et menées de bonne foi et sans discrimination. Les États parties ont rappelé qu'afin de promouvoir l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire, un traitement préférentiel devrait être accordé aux États parties non dotés d'armes nucléaires, tout en prenant particulièrement en compte les besoins des pays en développement.

82. De nombreuses parties ont souligné l'importance d'une mise en commun des connaissances dans le domaine nucléaire et du transfert de technologie nucléaire vers les États en développement afin de soutenir et de renforcer leurs capacités scientifiques et technologiques et de contribuer ainsi à leur développement socioéconomique. Les États parties ont précisé que l'AIEA avait un rôle central à jouer dans le domaine de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire. Ils ont mis en exergue l'utilité et l'importance du programme de coopération technique de l'Agence, en particulier dans les domaines de la santé, de l'alimentation et de l'agriculture, des ressources en eau, de la protection de l'environnement, des applications industrielles, de la sûreté nucléaire, de la radioprotection et de l'énergie nucléaire.

83. Les États parties ont insisté sur la nécessité de renforcer le programme de coopération technique de l'AIEA destiné à aider les États parties en développement à faire une utilisation pacifique de l'énergie nucléaire. Ils ont précisé que l'Agence devait poursuivre ses efforts pour renforcer l'efficacité, l'effectivité et la

transparence de son programme de coopération technique et faire en sorte de disposer de ressources suffisantes, garanties et prévisibles pour mener ses activités de coopération technique. De nombreux États parties ont fait savoir que les activités de coopération et d'assistance techniques de l'Agence ne devaient pas être soumises à des conditions incompatibles avec les dispositions de son Statut.

84. Un certain nombre d'États parties ont fait savoir qu'ils soutenaient l'initiative de l'AIEA en faveur des utilisations pacifiques. Un certain nombre d'entre eux ont fourni des précisions sur les contributions qu'ils avaient faites à l'Initiative depuis 2010 et invité tous les États en mesure de le faire à contribuer à élargir l'accès aux technologies et applications nucléaires.

85. Les États parties ont réaffirmé que la responsabilité de la sûreté nucléaire incombait en premier lieu aux États. Ils ont indiqué que lors du développement de l'énergie nucléaire, y compris l'électronucléaire, l'utilisation de l'énergie nucléaire devait se faire dans le respect de normes de sûreté appropriées et efficaces, en conformité avec la législation et les obligations internationales des États.

86. De nombreux États parties ont souligné que l'AIEA jouait un rôle central en matière de promotion de la coopération internationale et de coordination de l'action menée au niveau international pour renforcer la sûreté nucléaire mondiale, y compris l'élaboration et la promotion de normes de sûreté nucléaire.

87. Les États parties ont réaffirmé l'importance des actions qui continuent d'être menées au plan international pour renforcer le régime mondial de sûreté nucléaire, y compris la mise en œuvre ferme du Plan d'action sur la sûreté nucléaire de l'AIEA, et souligné le rôle essentiel joué par l'Agence dans le partage des enseignements tirés de l'accident survenu à la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi et dans la promotion de la coopération internationale et de la coordination de l'action menée au niveau international pour renforcer la sûreté nucléaire mondiale, y compris l'élaboration et la promotion de normes de sûreté nucléaire.

88. Les États parties se sont félicités de la tenue de la deuxième réunion extraordinaire des parties contractantes à la Convention sur la sûreté nucléaire en août 2012 et noté la mise en place d'un groupe de travail sur l'efficacité et la transparence. Ils ont salué les résultats de la Conférence ministérielle sur la sûreté nucléaire, organisée par le Gouvernement japonais en coparrainage avec l'AIEA à la préfecture de Fukushima en décembre 2012.

89. De nombreux États parties ont prévenu que les mesures et initiatives visant à renforcer la sûreté et la sécurité nucléaires ne devaient pas restreindre le droit des pays en développement à développer l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, ou les priver de ce droit.

90. Les États parties qui ne l'ont pas encore fait ont été invités à adhérer à la Convention sur la sûreté nucléaire, à la Convention sur la notification rapide d'un accident nucléaire, à la Convention sur l'assistance en cas d'accident nucléaire ou de situation d'urgence radiologique et à la Convention commune sur la sûreté de la gestion du combustible usé et sur la sûreté de la gestion des déchets radioactifs. Ils se sont réjouis des nouvelles ratifications intervenues depuis 2010. En outre, les États parties qui ne l'avaient pas encore fait ont été priés de mettre en œuvre le Code de conduite sur la sûreté et la sécurité des sources radioactives et les Orientations pour l'importation et l'exportation de sources radioactives.

91. Les États parties ont encouragé la prise d'autres mesures volontaires pour minimiser l'utilisation d'uranium hautement enrichi dans le secteur civil, lorsque cela était techniquement et économiquement faisable. Certains d'entre eux ont fourni des informations sur l'action qu'ils menaient à cet égard et sur ce qu'ils faisaient pour rapatrier tous les stocks d'uranium hautement enrichi vers le pays d'origine. Ces efforts ont été vus d'un bon œil. Certains États parties ont encouragé la poursuite de la réorientation de leur production de radio-isotopes vers l'uranium faiblement enrichi.

92. Les États parties ont rappelé qu'il était dans leur intérêt à tous que le transport de matières nucléaires continue à se faire dans le respect des normes et directives internationales sur la sûreté, la sécurité et la protection de l'environnement. Un certain nombre d'entre eux ont vu d'un bon œil la tenue de discussions informelles sur la communication entre États expéditeurs et États côtiers, auxquelles l'AIEA a participé, pour répondre aux préoccupations concernant les éventuels accidents ou incidents pouvant survenir durant le transport de ces matières.

93. De nombreux États parties ont noté les efforts que continue de déployer l'AIEA pour appliquer les décisions du Conseil des Gouverneurs se rapportant à la sécurité des approvisionnements, y compris la création d'une réserve d'uranium faiblement enrichi en Fédération de Russie et l'approbation de l'accord type de garantie d'approvisionnement en combustible nucléaire. Il a également été pris note des préparatifs réalisés par le Kazakhstan, sous les auspices de l'AIEA, pour accueillir la banque d'uranium faiblement enrichi. Un certain nombre d'États parties ont encouragé la poursuite des discussions sur l'élaboration de stratégies multilatérales concernant le cycle du combustible nucléaire. De nombreux États parties ont fait observer que ces discussions devraient se dérouler de façon non discriminatoire et transparente, dans le respect des droits découlant du Traité et des politiques nationales relatives au cycle du combustible, tout en traitant des complexités techniques, juridiques et économiques entourant ces questions.

94. Les États parties ont rappelé qu'ils devaient tous se conformer à la décision sur l'interdiction de perpétrer une attaque armée, ou de menacer de perpétrer une telle attaque, contre des installations nucléaires en service ou en construction que la Conférence générale de l'AIEA avait adoptée par consensus le 18 septembre 2009.

95. Les États parties ont rappelé que les États étaient tenus d'instaurer un régime de responsabilité civile dans le domaine nucléaire en devenant partie aux instruments internationaux pertinents ou en adoptant une législation appropriée fondée sur les principes énoncés dans les principaux instruments internationaux pertinents.

96. Les États parties ont rappelé que chacun d'entre eux avait le droit, dans l'exercice de sa souveraineté nationale, de se retirer du Traité s'il estimait que des événements extraordinaires, en rapport avec l'objet du Traité, avaient compromis des intérêts suprêmes de son pays, en accord avec l'article X.1 du Traité.

97. Un certain nombre d'États parties ont demandé que le débat se poursuive sur l'article X.1 du Traité, y compris la possibilité de répondre à une notification de retrait et, en cas de retrait, la poursuite de l'application des garanties de l'AIEA et l'évacuation de l'équipement et du matériel acquis ou mis au point sous les garanties alors que l'État était encore partie au Traité. Certains États parties ont

précisé qu'en droit international, les États parties continuaient d'être responsables des infractions au Traité qu'ils avaient commises lorsqu'ils y étaient parties.

98. Certains États parties ont affirmé qu'ils n'étaient pas favorables aux mesures prises pour réinterpréter ou restreindre le droit souverain au retrait, estimant que cela pouvait nuire à la mise en œuvre du Traité. Un certain nombre d'États parties ont mis l'accent sur l'importance d'encourager les États à rester parties au Traité en leur expliquant le rôle de celui-ci et de parvenir à l'adhésion universelle, de mettre en œuvre toutes les conclusions et recommandations concernant les mesures de suivi adoptées à la Conférence d'examen de 2010 et de s'attaquer aux causes profondes qui pourraient pousser un État partie à se retirer. De nombreux États parties se sont dits intéressés par des débats visant à leur permettre de parvenir à un plus large consensus sur cette question lors du cycle d'examen en cours.

99. Les États parties ont continué d'étudier les moyens d'améliorer l'efficacité de la procédure d'examen renforcée du Traité. Ils ont salué la mise en service du système d'écopublication PaperSmart et lancé un appel en faveur de son affinement. De nombreux États parties se sont déclarés favorables à l'adoption de mesures destinées à réduire les coûts et à accroître l'efficacité de la procédure d'examen. Les États parties ont procédé à un échange de vues sur diverses propositions précises, notamment le lieu des réunions, le passage des comptes rendus analytiques aux enregistrements audio numériques, l'utilisation plus rationnelle de l'informatique et de la webémission, le renforcement des débats interactifs et de la concertation avec la société civile, la concentration des débats sur le respect des engagements pris lors des Conférences d'examen précédentes et le resserrement des liens entre chaque session du Comité préparatoire ainsi qu'avec la Conférence d'examen. Un certain nombre d'États parties ont espéré voir se poursuivre l'élaboration et l'examen de diverses propositions lors du reste du cycle d'examen et la Conférence d'examen de 2015 aboutir à des mesures concrètes.